

Nos chiffres...

Groupe CGI inc. Rapport trimestriel 1

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient environ 26 500 professionnels. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à 3,7 milliards de dollars (3,6 milliards de dollars US) et, au 31 décembre 2007, son carnet de commandes s'élevait à 12,0 milliards de dollars (11,9 milliards de dollars US). Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné de la technologie de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation.

Bourses

Toronto : GIB.A

New York : GIB

Actions en circulation (au 31 décembre 2007)

289 375 749 actions subalternes classe A *

34 208 159 actions classe B

* Nota – Les actions subalternes classe A en circulation incluent 162 700 actions qui, à la fin de la période, avaient été rachetées, étaient détenues par la Société, demeuraient impayées et n'avaient pas été annulées.

Performance du titre au cours du premier trimestre de l'exercice 2008

TSX	(\$CAN)	NYSE	(\$US)
Ouverture :	11,26 \$	Ouverture :	11,33 \$
Haut :	11,95 \$	Haut :	11,97 \$
Bas :	8,95 \$	Bas :	9,56 \$
Fermeture :	11,59 \$	Fermeture :	11,64 \$
Moyenne des transactions quotidiennes :	1 073 379	Moyenne des transactions quotidiennes :	218 560

Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada

800 564-6253

Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber

Vice-Président, Communications et

Relations avec les investisseurs

Téléphone: 514 841-3355

lorne.gorber@cgi.com



Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Table des matières

PORTÉE DE L'ANALYSE	3
ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE	3
MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
CONTEXTE CONCURRENTIEL.....	5
VISION, MISSION ET STRATÉGIE	5
VARIATIONS TRIMESTRIELLES	5
NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS.....	5
RACHAT D' ACTIONS.....	5
POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS	6
RÉSULTATS FINANCIERS	7
<i>Variation des produits et produits selon les secteurs d'affaires</i>	7
<i>Répartition des produits</i>	8
<i>Concentration de la clientèle</i>	8
CHARGES D'EXPLOITATION	9
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES.....	11
BÉNÉFICE NET	12
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	13
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT.....	13
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	14
RESSOURCES EN CAPITAL	14
INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES RESSOURCES EN CAPITAL.....	15
INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES	16
CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS.....	16
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS.....	17
SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES.....	17
MODIFICATIONS COMPTABLES	17
ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES	18
MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES.....	20
INSTRUMENTS FINANCIERS	21
RISQUES ET INCERTITUDES	21
RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ.....	21
RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE.....	22
RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES.....	25
RISQUES DE MARCHÉ.....	25
INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	25
POURSUITES JUDICIAIRES	26

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Le 5 février 2008

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour la période de trois mois terminée les 31 décembre 2007 et 2006, ainsi qu'avec le rapport annuel 2007 de la Société. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR aux États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine « *Securities Act* » de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine « *Securities Exchange Act* » de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (disponible sur EDGAR à www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, participation sans contrôle et impôts sur les bénéfices (« BAIJ ajusté »);
2. le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIJ ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

La direction utilise le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires. Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité, ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en TI et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services axé sur l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour nos clients du secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que la gestion de la paie et des documents.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 95 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

Il n'y a eu aucun changement notable de notre contexte concurrentiel depuis le 30 septembre 2007. Veuillez consulter notre rapport annuel 2007 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Vision, mission et stratégie

Il n'y a eu aucun changement notable à notre vision, notre mission et notre stratégie depuis le 30 septembre 2007. Veuillez consulter notre rapport annuel 2007 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Variations trimestrielles

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2007 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, CGI a conclu des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements de contrats d'une valeur totale de 1,15 milliard \$. En voici un aperçu.

- Le 3 octobre 2007 : contrat de gestion déléguée d'une valeur de 110 millions \$ US sur 10 ans avec Océ Amérique du Nord. En vertu de ce contrat, CGI fournira à Océ des services d'infrastructure, y compris l'informatique d'utilisateur final, le centre d'assistance technique, les opérations d'entreprise et l'hébergement du centre de données.
- Le 4 octobre 2007 : contrat d'une durée de deux ans et demi, d'une valeur potentielle de 5,7 millions \$ US, avec le comté de Volusia, en Floride, selon lequel le comté utilisera la solution Web de gestion d'entreprise intégrée AMS Advantage® 3 pour mettre à niveau ses systèmes d'information dans le domaine des finances et de la gestion des ressources humaines.
- Le 6 novembre 2007 : contrat de 10 millions \$ US attribué par l'Internal Revenue Service (« IRS ») des États-Unis, en vue d'assurer la maintenance et le soutien aux opérations pour la mise en œuvre du système de contrôle des déclarations et des paiements des impôts.
- Le 14 novembre 2007 : contrat d'une valeur de 91,8 millions \$ sur trois ans visant la prestation de services d'ingénierie et de gestion technique à la Direction générale des services d'infotechnologie (« DGSI ») de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (« TPSGC »). En vertu de l'entente, TPSGC pourra exercer quatre options de renouvellement d'un an. Au total, les services fournis pourraient porter la valeur du contrat à plus de 400 millions \$, si l'on tient compte de la croissance et de la transformation des services.
- Le 12 décembre 2007 : contrat de gestion des applications logicielles de cinq ans, d'une valeur de 11 millions \$ en vertu duquel CGI fournira des services de maintenance pour 40 applications logicielles, ainsi que des services d'assistance technique aux ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de la Colombie-Britannique.

Rachat d'actions

En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui est en vigueur depuis le 30 janvier 2007, la Société a racheté 11 847 700 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 10,73 \$, pour un montant total de 127,2 millions \$; de ce nombre, 1 404 300 actions ont été rachetées pendant le premier trimestre de l'exercice 2008 en contrepartie d'une somme de 15,8 millions \$. Le 5 février 2008, le conseil d'administration de la Société a approuvé, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public au cours de l'année suivante.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Aperçu du premier trimestre

Points saillants des résultats financiers trimestriels

Pour obtenir les résultats trimestriels antérieurs au 31 décembre 2006, veuillez consulter notre rapport annuel 2007.

Trois mois terminés les	31 décembre 2007	30 septembre 2007	30 juin 2007	31 mars 2007	31 décembre 2006
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	12 044	12 042	12 165	12 254	12 555
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	1 151	841	807	859	769
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	914 662	922 846	933 318	951 342	904 060
Variation par rapport à la même période de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	6,1 %	11,3 %	8,0 %	8,3 %	1,2 %
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté ²	11,6 %	11,0 %	11,2 %	10,7 %	11,0 %
Marge bénéficiaire nette	7,9 %	7,1 %	6,9 %	6,6 %	4,8 %
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques ³	7,9 %	7,1 %	6,9 %	6,6 %	6,5 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,22	0,20	0,19	0,19	0,13
Bénéfice de base par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,22	0,20	0,20	0,19	0,18
Bénéfice dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,22	0,20	0,19	0,19	0,18
Bilan (en milliers de dollars)					
Actifs totaux	3 637 390	3 475 808	3 629 111	3 732 497	3 849 136
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	678 448	745 440	813 862	886 294	1 030 746
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation (en milliers de dollars)	118 738	120 396	134 637	128 962	166 174
Délai moyen de recouvrement des créances ⁴	41	44	43	43	44
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁵	14,2 %	16,8 %	17,7 %	20,2 %	22,6 %

- 1 – Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de la période mais avaient été exécutés à la fin de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.
- 2 – Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 13 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.
- 3 – Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 14 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.
- 4 – On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pendant le trimestre, divisés par 90 jours.
- 5 – Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Résultats financiers

Variation des produits et produits selon les secteurs d'affaires

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'affaires, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits selon les secteurs d'affaires correspondent aux taux de change réels des périodes respectives.

Trois mois terminés les 31 décembre <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>	2007	2006	Variation
Produits	914 662	904 060	1,2 %
Variation avant effet des variations des taux de change	6,1 %	1,2 %	
Effet des variations des taux de change	-4,9 %	-0,6 %	
Variation par rapport à la même période de l'exercice antérieur	1,2 %	0,6 %	
Produits attribuables aux services en TI avant effet des variations des taux de change	843 203	792 474	6,4 %
Effet des variations des taux de change	(38 415)	-	
Produits attribuables aux services en TI	804 788	792 474	1,6 %
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change	115 636	111 586	3,6 %
Effet des variations des taux de change	(5 762)	-	
Produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires	109 874	111 586	-1,5 %
Produits	914 662	904 060	1,2 %

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2008, les produits ont totalisé 914,7 millions \$. En devises constantes, les produits ont progressé de 6,1 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2007. Malgré l'effet défavorable des variations des taux de change (attribuable surtout aux fluctuations du dollar américain), qui a totalisé 4,9 % ou 44,2 millions \$, nous avons réussi à faire croître notre chiffre d'affaires dans toutes les grandes régions du monde où nous exerçons nos activités. Du point de vue des clients, la croissance des produits en devises constantes s'est établie à 7 % au Canada, à 5 % aux États-Unis et à 6 % pour la zone Europe et Asie-Pacifique.

Services en TI

En devises constantes, les produits attribuables au secteur des services en TI ont augmenté de 6,4 % (50,7 millions \$) par rapport à la même période l'an dernier. Cette hausse résulte surtout des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de la société spécialisée Codesic Consulting pendant le troisième trimestre de l'exercice 2007.

Services en gestion des processus d'affaires

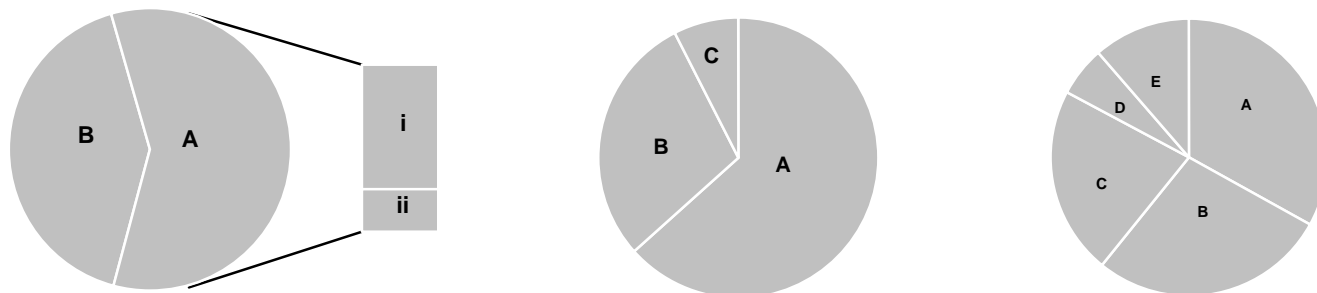
En devises constantes, les produits émanant du secteur des services en gestion des processus d'affaires se sont accrus de 3,6 % (4,1 millions \$) par rapport au premier trimestre de l'exercice 2007. Les travaux supplémentaires réalisés pour nos clients du secteur des services financiers expliquent cette augmentation, bien que le ralentissement des activités d'indemnisation dans le secteur de l'assurance ait quelque peu mitigé leur effet.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats	Marchés géographiques	Secteurs cibles
<p>A. Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)</p> <p>i) Services en TI 45 %</p> <p>ii) Gestion des processus d'affaires 14 %</p> <p>B. Intégration de systèmes et services-conseils 41 %</p>	<p>A. Canada 63 %</p> <p>B. États-Unis 29 %</p> <p>C. Europe et Asie-Pacifique 8 %</p>	<p>A. Services financiers 33 %</p> <p>B. Gouvernements et services de santé 28 %</p> <p>C. Télécommunications et services publics 22 %</p> <p>D. Secteur manufacturier 6 %</p> <p>E. Distribution et détail 11 %</p>

Concentration de la clientèle

Notre principal client, BCE et ses filiales, a fourni 14,0 % de nos produits pendant le premier trimestre de l'exercice 2008, comparativement à 12,3 % au même trimestre de l'exercice antérieur.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Charges d'exploitation

Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006	En pourcentage des produits du premier trimestre de l'exercice 2008	En pourcentage des produits du premier trimestre de l'exercice 2007
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>				
Coûts des services et frais de vente et d'administration	767 903	764 038	84,0 %	84,5 %
Charges d'amortissement				
Immobilisations	9 649	7 098	1,1 %	0,8 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	4 910	3 904	0,5 %	0,4 %
Actifs incorporels à durée de vie limitée	25 713	29 331	2,8 %	3,2 %
Charges d'amortissement totales	40 272	40 333	4,4 %	4,5 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont représenté 84,0 % des produits totaux au premier trimestre de l'exercice 2008, comparativement à 84,5 % au même trimestre un an plus tôt. Cette amélioration témoigne des effets bénéfiques de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle et de notre engagement à long terme à gérer efficacement notre structure de coûts en tablant sur les gains de productivité réalisés par nos membres ainsi que sur la diminution des frais généraux. Comme nous l'expliquons plus loin, la marge du BAII ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires a progressé substantiellement, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2007, à cause de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux produits touchés au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, et des coûts de démarrage d'un nouveau contrat qui avaient été passés en charges durant la même période un an plus tôt. Pendant le trimestre, la variation des taux de change a eu des retombées positives de 39,3 millions \$ sur nos coûts des services et frais de vente et d'administration qui ont compensé en grande partie la diminution des produits attribuable au même facteur (décrite dans la section précédente).

Charges d'amortissement

Par rapport au premier trimestre de l'exercice 2007, la hausse des charges d'amortissement des immobilisations est surtout liée aux équipements informatiques acquis au cours de la dernière année afin de soutenir la croissance de nos produits. De plus, nous achetons à présent certains types d'équipements que nous financions auparavant au moyen de contrats de location-exploitation.

La diminution des charges d'amortissement constatées pour le trimestre terminé le 31 décembre 2007 au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, est attribuable principalement au fait que certaines licences d'utilisation de logiciels ont été entièrement amorties au cours de 2007 et à la prolongation de la vie utile d'une solution d'affaires destinée au secteur du courtage.

L'augmentation des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats résulte de l'intensification et de l'amortissement sur une année complète des activités de transition associées à l'intégration de nouveaux clients ainsi qu'à la mise en place de nouveaux contrats démarrés au cours de l'année.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006	Variation
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>			
Services en TI	101 366	101 154	0,2 %
<i>En pourcentage des produits attribuables aux services en TI</i>	12,6 %	12,8 %	
Services en gestion des processus d'affaires	17 597	12 889	36,5 %
<i>En pourcentage des produits attribuables aux services en gestion des processus d'affaires</i>	16,0 %	11,6 %	
Siège social	(12 476)	(14 354)	13,1 %
<i>En pourcentage des produits</i>	-1,4 %	-1,6 %	
BAIL ajusté	106 487	99 689	6,8 %
<i>Marge (%)</i>	11,6 %	11,0 %	

Services en TI

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2007, le BAIL ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 0,2 % ou 0,2 million \$ par rapport au même trimestre un an plus tôt. Pareillement à la croissance des produits, la croissance du BAIL ajusté a été impactée par les variations des taux de change.

Services en gestion des processus d'affaires

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2008, le BAIL ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires s'est accru de 4,7 millions \$. Il représentait 16,0 % des produits émanant de ce secteur, une nette amélioration par rapport à 11,6 % au même trimestre un an plus tôt. Cette progression résulte surtout des bénéfices associés aux travaux supplémentaires que nos clients nous ont confiés dans le cadre de contrats déjà en vigueur, ainsi que des mesures continues que nous prenons afin d'accroître la compétitivité de nos coûts. De surcroît, au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons passé en charges certains coûts de démarrage d'un nouveau contrat.

La variation des dépenses du siège social s'explique en majeure partie par les mouvements des taux de change, qui ont eu une incidence favorable de 1,7 million \$. En l'absence de ce facteur, les dépenses du siège social auraient représenté 1,6 % des produits, tout comme au premier trimestre de l'exercice 2007.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Bénéfice avant impôts sur les bénéfiques

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice avant impôts sur les bénéfiques, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006	En pourcentage des produits du premier trimestre de l'exercice 2007	En pourcentage des produits du premier trimestre de l'exercice 2007
<i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i>				
BAII ajusté	106 487	99 689	11,6 %	11,0 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	(23 010)	0,0 %	-2,5 %
Intérêts sur la dette à long terme	(7 327)	(12 487)	-0,8 %	-1,4 %
Autres revenus, nets	1 358	1 929	0,1 %	0,2 %
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfiques	(154)	-	0,0 %	0,0 %
Bénéfice d'exploitation avant impôts sur les bénéfiques	100 364	66 121	11,0 %	7,3 %

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé avec succès le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle.

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution des intérêts débiteurs, au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, est la conséquence directe des remboursements effectués durant l'année et de la baisse des charges d'intérêt ayant fait suite à la modification de la facilité de crédit pendant le quatrième trimestre de l'exercice 2007.

Autres revenus, nets

Les autres revenus comprennent les intérêts et les autres revenus de placement touchés durant le trimestre sur les soldes excédentaires de trésorerie, déduction faite des intérêts débiteurs.

Participation sans contrôle

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons commencé à utiliser la méthode de la consolidation pour comptabiliser notre participation dans CIA. Jusque-là, cette entité pouvait être traitée comme une coentreprise et ses résultats étaient présentés dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Impôts sur les bénéfiques

Les impôts sur les bénéfiques ont totalisé 27,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 31 décembre 2007, comparativement à 22,4 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice antérieur. Le taux d'imposition s'est établi à 27,7 %, en baisse par rapport à 33,9 % un an plus tôt. La baisse du taux d'imposition effectif est due à un ajustement ponctuel dont l'impact favorable a été de 6,3 millions \$. Cet ajustement est lié principalement au nouveau calcul de nos passifs et actifs d'impôts futurs, dans le contexte des nouveaux taux d'imposition promulgués au Canada. À l'exclusion de cet ajustement non récurrent, notre taux d'imposition a été comparable à celui du premier trimestre de l'exercice 2007 et nous prévoyons qu'il s'établira entre 32-34% au cours des trimestres à venir.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Bénéfice net

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net présenté conformément aux PCGR au Canada.

Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i>			
Bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	72 588	58 361	24,4 %
<i>Marge</i>	7,9 %	6,5 %	
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	(23 010)	-100,0 %
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	-	8 330	-100,0 %
Bénéfice net	72 588	43 681	66,2 %
<i>Marge</i>	7,9 %	4,8 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – de base	323 926 784	330 451 267	-2,0 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – dilué	329 785 001	331 588 537	-0,5 %
Bénéfice de base par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	0,22	0,18	26,9 %
Bénéfice dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i>	0,22	0,18	25,1 %
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,22	0,13	69,5 %
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,22	0,13	67,1 %

Pendant le trimestre terminé le 31 décembre 2007, le bénéfice net a augmenté de 66,2 % ou 28,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation favorable du bénéfice net est le fruit surtout de la rentabilité accrue de notre exploitation, de la baisse des intérêts débiteurs, des frais de réorganisation engagés pendant le même trimestre un an plus tôt et de l'ajustement ponctuel des impôts sur les bénéfices effectué au cours du premier trimestre de l'exercice 2008 (décrit précédemment).

Malgré l'émission d'actions dans le cadre de la levée d'options sur actions, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué avait diminué à la fin du premier trimestre de l'exercice 2008 en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le contexte de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2007, les espèces et quasi-espèces totalisaient 107,1 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2007 et 2006.

Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006	Variation
<i>(en milliers de dollars)</i>			
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	118 738	166 174	(47 436)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(29 579)	(28 374)	(1 205)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(68 703)	(114 681)	45 978
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	(2 212)	7 713	(9 925)
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces	18 244	30 832	(12 588)

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 118,7 millions \$ ou 13,0 % des produits pour le premier trimestre de l'exercice 2008 alors qu'ils s'établissaient à 166,2 millions \$ au même trimestre un an plus tôt. La diminution de 47,4 millions \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, est liée à la variation nette du fonds de roulement, dont l'effet a toutefois été atténué par la hausse du bénéfice net. Pendant le premier trimestre de l'exercice 2007, les moments auxquels les clients ont effectué leurs paiements ont eu des retombées favorables sur les flux de trésorerie, comme en témoigne la baisse de 6 jours du délai moyen de recouvrement des créances – qui s'est établi à 44 jours pour cette période. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, nous avons encore amélioré ce ratio de 3 jours et au 31 décembre 2007, le délai moyen de recouvrement des créances se situait à 41 jours. D'autres facteurs avaient eu une incidence positive sur les flux de trésorerie au premier trimestre de l'exercice 2007, soit les moments auxquels les impôts sur les bénéfices ont été exigibles, la rémunération à payer ainsi que des paiements liés à des contrats d'assurance et d'entretien de logiciels.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2008, la Société a investi 29,6 millions \$, ce qui représente une hausse de 1,2 million \$ par rapport aux sorties de fonds de 28,4 millions \$ enregistrées au même trimestre un an plus tôt. Les investissements ont surtout été affectés aux immobilisations, à nos solutions d'affaires et aux coûts liés à des contrats.

La Société a investi 15,0 millions \$ dans les immobilisations, soit 6,8 millions \$ de plus qu'au premier trimestre de l'exercice 2007, principalement pour acheter des équipements informatiques nécessaires à l'exécution de nos contrats. Les nouvelles sommes investies dans le matériel informatique ont totalisé 8,3 millions \$ pendant le trimestre, comparativement à 1,0 million \$ pour la même période un an plus tôt; cet écart est dû au fait que nous avons acheté certains équipements que nous aurions auparavant financés au moyen de contrats de location-exploitation, l'effet combiné des impôts sur les bénéfices et des taux d'intérêt ayant rendu cette formule moins attrayante. De plus, au cours du premier trimestre, nous avons continué à investir dans les propriétés que nous louons, surtout dans le but de soutenir la croissance de nos centres de traitement des données et de nos bureaux aux États-Unis; une somme de 6,7 millions \$ a été investie à ce chapitre pendant le trimestre, comparativement à 7,2 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2007.

Nous avons investi 13,4 millions \$ dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme pendant le premier trimestre, comparativement à 19,3 millions \$ au même trimestre un an plus tôt. La diminution de 5,9 millions \$ est due surtout à l'achèvement de certains projets d'investissement tels qu'une solution d'affaires destinée à nos clients du

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, qui a été mise en marché pendant le quatrième trimestre de l'exercice 2007. En outre, la variation des taux de change a eu une incidence positive de 0,9 million \$ sur nos dépenses relatives aux solutions d'affaires.

La somme de 2,7 millions \$ investie dans les coûts liés à des contrats englobe principalement les coûts de transition des nouveaux contrats d'impartition. Elle se compare au montant investi au même poste pendant le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais de recherche, qui sont intégrés aux coûts des services et frais de vente et d'administration, se sont chiffrés à 7,0 millions \$ pendant le trimestre, comparativement à 6,7 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice 2007. Nous explorons des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou nous imaginons et créons, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés, capitalisés ou passés en charges, ont totalisé 13,1 millions \$ pendant le trimestre, comparativement à 18,9 millions \$ pour la période correspondante un an plus tôt.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2008, 68,7 millions \$ ont été affectés aux activités de financement. Ce montant comprend une somme de 54,6 millions \$ remboursée sur nos facilités de crédit, qui a ramené notre ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme à 14,2 %. Nous avons aussi consacré 18,4 millions \$ au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et tiré 6,4 millions \$ des actions émises dans le cadre de la levée d'options sur actions.

Au cours du même trimestre de l'an dernier, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 114,7 millions \$; une somme de 92,2 millions \$ a servi à rembourser une tranche de notre dette et un montant de 21,1 millions \$ a été consacré au rachat d'actions de CGI en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui était alors en vigueur.

Obligations contractuelles

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. À l'exception de légères fluctuations qui s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Société, la valeur de ces obligations contractuelles n'a pas varié de manière importante depuis la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2007, dont les résultats sont présentés dans notre rapport annuel 2007.

Par ailleurs, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA, CGI s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,3 % des actions, avant le 1^{er} octobre 2011. Au 31 décembre 2007, 35,3 % des actions de CIA n'avaient pas encore été acquises. Le prix d'achat des actions résiduelles sera calculé selon une formule définie dans l'entente des actionnaires.

Ressources en capital

	Engagement total	Disponibles au le 31 décembre 2007	Prélevés au le 31 décembre 2007
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	-	107,123	-
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 277 300	222 700 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	-
Total	1 525 000	1 409 423	222 700²

1 – À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 – Se compose de la portion utilisée des facilités de crédit (210,0 millions \$) et de lettres de crédit (12,7 millions \$).

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 31 décembre 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 107,1 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 1 302,3 millions \$. Le montant disponible en vertu de la facilité de crédit était de 1 277,3 millions \$ et la Société avait accès à une autre somme de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers, entre autres un ratio de levier financier, des ratios de couverture des intérêts et des loyers ainsi qu'une valeur nette minimale. Au 31 décembre 2007, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale inférieure à trois mois.

La dette à long terme totale a diminué de 37,5 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 435,7 millions \$ au 31 décembre 2007, comparativement à 473,2 millions \$ au 30 septembre 2007. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 54,6 millions \$ de notre facilité de crédit et à la variation du taux de change du dollar américain par rapport à la devise canadienne.

À compter du 21 décembre 2007, la Société a retiré la désignation des notes principales non garanties en devises américaines de 192 millions \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes à l'étranger et est devenue partie à des contrats à terme visant à bloquer à 194,2 millions \$ le capital à rembourser en vertu des notes principales non garanties en devises américaines.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	14,2 %	22,6 %
Délai moyen de recouvrement des créances (<i>en jours</i>)	41	44
Rendement du capital investi ¹	12,5 %	6,7 %

1 – Le taux de rendement du capital investi représente le BAI ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

S'établissant à 14,2 % au 31 décembre 2007, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a diminué en raison des efforts que nous avons faits pour réduire la dette tout au long de l'exercice 2007 et que nous poursuivons pendant l'exercice 2008.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 41 jours au 31 décembre 2007, soit 3 jours de moins qu'à la même date un an plus tôt, en conséquence surtout des moments auxquels de grands clients ont effectué leurs paiements et de l'attention soutenue que nous accordons à la gestion de la trésorerie. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'une période à l'autre en fonction des moments auxquels nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 12,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2008, soit une amélioration par rapport à 6,7 % pour la période correspondante un an plus tôt. Cette progression est due surtout aux gains découlant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, qui a diminué notre structure de coûts et accru notre rentabilité.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 65,0 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 31 décembre 2007, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 31 décembre 2007, nous avons engagé un montant total de 70,2 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Au 31 décembre 2007, la Société avait aussi conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers d'une valeur totale de 3,8 millions \$, principalement des indemnités fiscales.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

Innovaposte		
Trois mois terminés les 31 décembre	2007	2006
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Produits	28 405	26 919
Débiteurs	14 106	9 886
Travaux en cours	4 704	2 831
Coûts liés à des contrats	13 115	15 616
Créditeurs et charges à payer	-	147
Produits reportés	2 716	578

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

La présentation de ces états financiers intermédiaires n'est pas entièrement conforme à tous les égards aux principes comptables généralement reconnus qui s'appliquent aux états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables que celles utilisées pour les états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables qui ont été appliquées à compter du 1^{er} octobre 2007.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de l'exercice actuel.

Modifications comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date :

- Le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir* – Ce chapitre établit les renseignements à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre et le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation*, ont remplacé le chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir*.
- Le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation* – Ce chapitre établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers.
- Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* – Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital d'une entité et sur la façon dont il est géré. Il décrit les renseignements à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

Les renseignements supplémentaires devant être présentés en conséquence de l'adoption de ces normes ont été inclus dans la note 8 des états financiers consolidés.

Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2007 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Radiation	Impôts sur les bénéfices
Provision pour créances douteuses	X		X		
Écart d'acquisition	X			X	
Impôts sur les bénéfices	X				X
Créditeurs et charges à payer	X		X		
Passifs liés aux intégrations	X		X		
Constatation des produits	X ¹	X			
Coûts liés aux rémunérations à base d'actions	X		X		
Coûts liés à des contrats	X	X		X	
Crédits d'impôt à l'investissement et aide gouvernementale	X		X		
Dépréciation d'actifs à long terme	X			X	

1 – Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Impôts sur les bénéfiques

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société, ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Créditeurs et charges à payer

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on détermine que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

Coûts liés aux rémunérations à base d'actions

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde entre autres sur les variables suivantes : la volatilité anticipée de l'action pendant la période des octrois, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

Coûts liés à des contrats

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Crédits d'impôt à l'investissement et aide gouvernementale

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires, ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Modifications comptables futures

L'ICCA a modifié son chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, pour y incorporer les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. Les nouvelles exigences s'appliquent aux périodes intermédiaires commençant le 1^{er} octobre 2008 ou après cette date. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'aura pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. Les gains ou les pertes de change provenant des investissements nets dans les filiales autonomes à l'étranger sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat étendu. Les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments financiers qui couvrent les investissements nets sont également comptabilisés au poste des autres éléments du résultat étendu.

Tel qu'il est expliqué à la page 19, la Société est devenue partie à des contrats à terme visant à couvrir les remboursements du capital des notes principales non garanties en devises américaines.

Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises. Le marché de l'emploi étant très compétitif dans le secteur des TI, il est possible que nous ne puissions pas engager et conserver les employés dont nous avons besoin, ce qui augmenterait notre dépendance envers des sous-traitants externes et pourrait avoir une incidence sur nos marges d'exploitation.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

exclusives; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats – Les contrats de certains clients de nos services d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client et si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous travaillons avec le client afin d'établir une nouvelle base de référence pour l'établissement des prix des services. Ces clauses peuvent avoir des conséquences défavorables sur nos produits futurs.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les secrets de fabrication et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. Par exemple, toutes les solutions d'affaires de CGI seront protégées par le droit d'auteur et brevetées si possible. De plus, afin de mettre ses biens intellectuels à l'abri de toute appropriation ou violation, CGI exige que les clients, partenaires et sous-traitants avec qui la Société établit une relation d'affaires signent un accord de secret. CGI fait aussi reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Nous prenons les mêmes mesures en ce qui concerne le nom de domaine CGI sur Internet. Toutes ces mesures permettent à CGI de faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, si le besoin se présente. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 31 décembre 2007, presque toutes nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Un seul des clients de la Société fournit plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Une portion substantielle de nos revenus (14,0 % au premier trimestre de l'exercice 2008) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risques liés à l'estimation des coûts – Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une portion substantielle de nos contrats à court terme (axés surtout sur l'élaboration de projets) est réalisée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré. CGI gère tous ses contrats en fonction de son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, des facteurs imprévus, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, pourraient avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation et nous empêcher ainsi d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements – En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions faire appel aux services de sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, afin de respecter nos engagements. Notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers établis. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou ces garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – Un changement du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'États pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques liés aux acquisitions d'entreprises

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La *Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information*, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2007

procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) examiner les opérations entre apparentés; g) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au comité par notre conseil d'administration.

Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport annuel 2007, la Société a évalué au 30 septembre 2007 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités. Entre le 30 septembre 2006 et le 31 décembre 2007, nous n'avons apporté aucune modification ayant eu pour effet ou raisonnablement susceptible d'avoir pour effet d'altérer ces procédés et mécanismes internes de contrôle de la communication de l'information financière.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 31 décembre 2007, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.